



Assemblée générale

Distr. générale
22 août 2013
Français
Original: anglais

Groupe de travail à composition non limitée chargé d'élaborer des propositions visant à faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire, aux fins de l'avènement définitif d'un monde sans armes nucléaires

Genève, 2013

Point 5 de l'ordre du jour

Élaboration de propositions visant à faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire, aux fins de l'avènement définitif d'un monde sans armes nucléaires

Contributions d'organisations non gouvernementales

Aplanir les divergences – établir un cadre – garantir les résultats

Document soumis par Basel Peace Office, Maires pour la paix, Nuclear Age Peace Foundation*

I. Introduction – objet du présent document

1. Le présent document informel a pour objet de faire part de certaines contributions de la société civile aux discussions qui se déroulent actuellement au sein du **Groupe de travail à composition non limitée chargé d'élaborer des propositions visant à faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire**, en vue d'asseoir une collaboration garante de résultats.

2. Il y est présenté une brève analyse des propositions faites au Groupe de travail à composition non limitée qui semblent avoir toutes les chances d'emporter l'adhésion, visant à faciliter les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire et à engager les travaux préparatoires à l'appui de cet objectif. Quelques recommandations sont présentées

* Avec la contribution d'autres membres de l'équipe spéciale «Abolition 2000 Task Force on the Open-Ended Working Group», en particulier de Ban All Nukes Generation. L'équipe spéciale Abolition 2000 Task Force a été créée par le réseau mondial «Abolition 2000 Global Network to Eliminate Nuclear Weapons» dans le but de soutenir et promouvoir le Groupe de travail à composition non limitée et, en particulier, les propositions tendant à l'abolition complète des armes nucléaires. La composition de l'équipe spéciale est ouverte à tout membre de la société civile.

aux fins de l'établissement du rapport final, notamment sur l'avenir du Groupe de travail à composition non limitée à l'issue de son mandat actuel. Le rôle de la société civile dans l'appui au processus engagé par le Groupe de travail et aux recommandations formulées dans le cadre de son mandat est également abordé.

II. Résumé des propositions

3. Les propositions faites par les gouvernements (ou groupes de gouvernements) au Groupe de travail à composition non limitée ont été soumises sous forme de documents de travail, notamment les suivants:

- **Autriche:** Conceptions du désarmement nucléaire et vues sur la question: aplanir les divergences et rapprocher les points de vue (A/AC.281/WP.1);
- **Cuba:** Proposition de mesures concrètes pour parvenir au désarmement nucléaire (A/AC.281/WP.2);
- **Président du Groupe de travail à composition non limitée:** Liste d'idées, d'éléments et de propositions formulés lors des réunions tenues en mai par le Groupe de travail à composition non limitée chargé d'élaborer des propositions visant à faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire (A/AC.281/WP.3);
- **Allemagne, Australie, Belgique, Canada, Finlande, Italie, Japon, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Slovaquie et Suède:** Les jalons d'un monde sans armes nucléaires (A/AC.281/WP.4)M;
- **Malaisie:** Modèle de convention relative aux armes nucléaires;
- **Iran:** Faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire.

4. Quelques documents de réflexion ont également été soumis, notamment les suivants:

- **Mexique:** Organiser les idées pour élaborer des propositions visant à faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire;
- **Autriche:** Étude de quelques vues suggérant que les États non dotés d'armes nucléaires pourraient eux aussi s'employer à faire avancer le désarmement nucléaire multilatéral.

5. Dans les propositions, il est fait état d'une grande variété d'approches. Certaines s'attachent aux éléments qui seraient requis pour parvenir à un monde sans armes nucléaires, la plus détaillée étant le modèle de convention relative aux armes nucléaires, soumis par le Costa Rica et la Malaisie (A/AC.281/WP.7), où sont énoncés les éléments d'ordre juridique, technique, politique et institutionnel nécessaires à l'avènement d'un monde sans armes nucléaires, et où est proposé un cadre pour l'élimination graduelle des stocks, assorti de dispositifs efficaces de vérification et de respect des engagements.

6. D'autres propositions portent sur les mesures provisoires/graduelles qui pourraient être prises pour ouvrir la voie aux négociations sur l'élimination des armes nucléaires. Le document sur les jalons d'un monde sans armes nucléaires, par exemple, s'intéresse à un certain nombre de mesures en faveur de la non-prolifération et du désarmement qui pourraient être recherchées à court terme en vue de réfléchir, «le moment venu», à ce qui pourrait être requis comme «jalon ultime» pour une convention sur les armes nucléaires ou un cadre multilatéral de désarmement nucléaire.

7. D'autres propositions encore s'intéressent aux mesures qui devraient être prises ou aux processus qui pourraient aboutir à des résultats. Les documents soumis par Cuba et par l'Iran, par exemple, dressent une liste d'un grand nombre d'initiatives qui pourraient être prises sur le plan plurilatéral (par les États détenteurs d'armes nucléaires), à l'échelle régionale (zones exemptes d'armes nucléaires, par exemple) et à l'échelle multilatérale pour parvenir à l'élimination totale des armes nucléaires. Une combinaison de mesures progressives et complètes est ici en jeu.

8. Les documents de l'Autriche et du Mexique s'attachent davantage aux processus propres à favoriser les progrès. Dans le document soumis par l'Autriche, en particulier, sont suggérés des moyens d'aplanir les divergences entre approches, notamment entre a) celles qui sont avant tout axées sur la non-prolifération et celles qui s'intéressent essentiellement au désarmement, et b) entre celles qui s'attachent surtout aux mesures graduelles et celles qui privilégient une perspective globale. Dans le document soumis par le Mexique, sont abordés le cadre propice aux débats et aux négociations qui s'inspire des diverses approches, les différents éléments requis (sans les enfermer dans un processus graduel ou global), le rôle des armes nucléaires dans le contexte de la sécurité au XXI^e siècle (en vue de cerner les moyens de limiter ce rôle et de le remplacer ou de l'éliminer), et l'ensemble des intervenants qui contribuent à la réalisation d'un monde sans armes nucléaires.

9. Des propositions informelles ont aussi été faites, au cours des réunions de travail du Groupe de travail à composition non limitée, par les gouvernements, les organisations internationales et la société civile, y compris par le Basel Peace Office¹ et l'équipe spéciale Abolition 2000 Task Force on the Open-Ended Working Group².

10. Le document soumis par le Président recense et présente toutes les propositions faites – de façon formelle (sous forme de documents de travail) et informelle – lors des réunions du Groupe de travail à composition non limitée, y compris les suggestions ou propositions émanant de la société civile.

11. Des documents et propositions il ressort que les conceptions diffèrent – voire s'opposent, parfois – quant à la façon de faire avancer les négociations sur le désarmement nucléaire, ce qui n'a rien de surprenant sachant que ce sont ces différences qui ont empêché la Conférence du désarmement de progresser pendant près de vingt ans. Par ailleurs, les documents et propositions montrent que la bonne volonté et la communauté de vues ne font pas défaut, loin de là, ce qui permet de mettre au point quelques approches communes.

III. Analyse des différentes approches

A. Approche graduelle

12. L'approche généralement prônée par les États dotés d'armes nucléaires – et, dans une certaine mesure, les pays alliés bénéficiant de doctrines de dissuasion nucléaire élargie – en matière de désarmement nucléaire est une approche graduelle (pas à pas) axée sur un certain nombre de mesures visant à renforcer la non-prolifération, complémentaires de quelques mesures de désarmement graduelles. Les États dotés d'armes nucléaires sont en principe résolus à des mesures de désarmement plus complètes, mais ce après qu'un certain nombre de conditions auront été réunies (tous ne s'accordant pas nécessairement sur toutes les conditions).

¹ Voir *Reflections on the May sessions of the OEWG and visions for successful outcome*, à l'adresse: www.baselpeaceoffice.org/article/reflections-may-sessions-oewg-and-visions-successful-outcome.

² Voir p. 19 du Manuel établi par Abolition 2000 à l'intention des gouvernements, intitulé «Open the Door to a Nuclear Weapons Free World», à l'adresse: www.baselpeaceoffice.org/sites/default/files/imce/oewg/oewg-manual-governments_edition1.0.pdf.

13. L'approche graduelle présente quelques avantages. L'accomplissement de progrès modestes renforce la confiance et offre une assise pour les progrès suivants. En outre, les États dotés d'armes nucléaires sont généralement disposés à négocier de telles mesures concrètes, tandis qu'ils ne sont pas prêts à engager des négociations plus globales.

14. Cependant, l'approche graduelle présente aussi quelques failles. Même si les différentes étapes en jeu sont autant de composantes importantes d'un monde sans armes nucléaires, dans son application l'approche est souvent discriminatoire (entraînant un déséquilibre stratégique au cours du processus, puisque chaque étape ou palier touche différemment les États et que rien ne garantit que tous les paliers requis seront franchis en fin de compte). Les capacités des États ne sont pas symétriques, si bien que les vérifications imposées pour une composante – essais nucléaires ou matières fissiles, par exemple – avantagent ceux qui ont déjà dépassé le cap de ces vérifications. En outre, une fois le palier franchi, rien n'oblige les États à négocier l'étape suivante. Parfois, le franchissement d'un palier donne l'impression que l'on a progressé davantage qu'en réalité, ce qui peut porter au triomphalisme et entamer l'élan politique en faveur d'un désarmement plus abouti.

15. Enfin, les mesures prises jusqu'ici ont été peu efficaces pour réduire la dépendance des États à l'égard des doctrines nucléaires – menace d'emploi d'armes nucléaires – ou leur capacité à infliger des destructions massives. Par conséquent, les États non dotés d'armes nucléaires n'ont pas beaucoup gagné en termes de sécurité contre la menace d'emploi d'armes nucléaires – certains se sont même sentis tenus de mettre au point, en réaction, leurs propres capacités de dissuasion nucléaire (Corée du Nord, Inde et Pakistan). En soi, l'approche graduelle ne bénéficie pas d'un grand appui de la part des États non dotés d'armes nucléaires et des États dotés d'armes nucléaires qui ne sont pas parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), lesquels, pour la plupart, réclament une approche plus globale.

B. Approche globale

16. Plusieurs plans complets pour le désarmement nucléaire ont été soumis à l'Assemblée générale des Nations Unies et/ou aux Conférences d'examen du TNP, ou proposés indépendamment. Il s'agit notamment du Plan d'action Rajiv Gandhi en faveur d'un ordre mondial sans armes nucléaires et non violent, d'un plan soumis par le Mouvement des pays non alignés en faveur du désarmement nucléaire complet à l'horizon 2025, d'une convention relative aux armes nucléaires (sous forme d'un modèle de convention relative aux armes nucléaires), et du plan en cinq points pour le désarmement nucléaire, proposé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

17. L'approche globale a l'avantage de ne pas opérer de discrimination et de prévoir les mêmes obligations pour tous les États, à savoir celles de ne pas posséder ni acquérir des armes nucléaires, de démanteler et détruire toutes les armes nucléaires qu'ils pourraient détenir, et de se soumettre à des contrôles permettant de vérifier le respect de leurs engagements. Une fois mis en œuvre, aucun État ne serait défavorisé par rapport à un autre (ou d'autres) pour ce qui est des capacités nucléaires militaires.

18. Par ailleurs, l'une des faiblesses de l'approche résolument globale est que les négociations visant à la mise en place d'un régime d'abolition définitive risquent de prendre beaucoup de temps et que les États continuent de résister au lancement de ces négociations ou à leur réussite parce que la confiance indispensable pour accepter l'élimination complète pourrait devoir reposer sur l'expérience mutuelle sur la base de mesures partielles de désarmement.

19. Il s'ensuit un certain nombre de propositions de nature globale, formulées de façon plus nuancée et permettant d'agir simultanément à la fois sur les mesures graduelles et dans le sens des objectifs globaux. Les auteurs d'un projet de convention relative aux armes nucléaires, par exemple, ont procédé ainsi – tout comme le Secrétaire général de l'ONU dans son plan en cinq points – et ont proposé d'œuvrer à des mesures provisoires parallèlement aux négociations sur une convention relative aux armes nucléaires ou un ensemble d'accords.

20. Global Zero suggère une approche légèrement différente à la fois progressive et complète, axée sur un ensemble de mesures de désarmement simultanées, suivies de la négociation d'un instrument complet, le tout devant être achevé d'ici à 2030.

21. Ces approches mixtes (progressives et globales à la fois) présentent un intérêt considérable et ont donné un nouveau souffle à une approche majeure que le Groupe de travail à composition non limitée est en train de mettre au point, à savoir l'approche par jalons (voir la section III D ci-après).

C. Mesures d'interdiction par les États non dotés d'armes nucléaires, y compris un traité d'interdiction

22. Un certain nombre de propositions (formelles et informelles) soumises au Groupe de travail à composition non limitée portent sur les mesures qui pourraient être prises par les États non dotés d'armes nucléaires pour interdire les armes nucléaires au plan national ou régional, et pour renforcer la norme mondiale contre les armes nucléaires. Il s'agit notamment de l'adoption d'une législation nationale portant interdiction des armes nucléaires, du retrait des fonds publics investis dans des sociétés faisant le commerce des armes nucléaires, de la mise en place de zones régionales exemptes d'armes nucléaires, de la criminalisation de l'emploi d'armes nucléaires, par exemple par la compétence de la Cour pénale internationale, et de l'adoption, par les États non dotés d'armes nucléaires, d'un traité d'interdiction des armes nucléaires.

23. Il a été confirmé que les zones exemptes d'armes nucléaires jouent un rôle important dans l'optique de la réduction (ou de l'élimination) du rôle des armes nucléaires dans les régions, de la mise au point de dispositifs de sécurité fondée sur la coopération et de l'offre de garanties de sécurité contre l'utilisation d'armes nucléaires. Il s'agit donc d'une composante importante des jalons d'un monde sans armes nucléaires. La proposition de zone exempte d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive au Moyen-Orient a été distinguée comme revêtant une importance toute particulière.

24. Article 36, organisation de la société civile, a suggéré la possibilité de négocier un traité d'interdiction des armes nucléaires entre États qui y sont disposés. Tous les États seraient invités à y participer, mais les négociations s'engageraient et aboutiraient sans attendre ceux qui ne sont pas prêts à adhérer à cette interdiction – par exemple les États dotés d'armes nucléaires et ceux qui bénéficient encore d'arrangements de dissuasion nucléaire élargie. L'avantage d'une telle interdiction est qu'elle cultiverait et raviverait la stigmatisation qui entoure déjà les armes nucléaires, et ferait que l'attention des responsables politiques et du public serait ainsi fortement mobilisée, ce qui accroîtrait la pression exercée sur les États dotés d'armes nucléaires et leurs alliés pour qu'ils prennent part aux négociations.

25. L'inconvénient d'une telle approche est qu'elle ne règle pas les problèmes fondamentaux de sécurité qui incitent à la dissuasion nucléaire, pas plus que les mécanismes de vérification et de respect des dispositions requis pour garantir la confiance des États dotés d'armes nucléaires et de leurs alliés dans tout processus de désarmement. On court donc le risque d'écarter les États dotés d'armes nucléaires et leurs alliés du

processus. Consciente de ces inconvénients, Article 36 a proposé que le traité d'interdiction soit une simple étape s'inscrivant dans un processus – l'interdiction serait un outil de plus dans l'optique de l'avènement d'un monde sans armes nucléaires.

D. Approche par jalons

26. Le document sur l'approche par jalons, soumis par l'Allemagne, l'Australie, la Belgique, le Canada, la Finlande, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Slovaquie et la Suède, présente un nouveau cadre utile pour combler le fossé entre l'approche graduelle et l'approche globale, et entre la démarche axée sur la non-prolifération et celle axée sur le désarmement.

27. Y sont recensées les mesures en matière de non-prolifération et de désarmement auxquelles les États parties au TNP consentent généralement, ainsi qu'une partie du plan d'action arrêté en 2010 au titre du TNP. L'accent est utilement mis sur le fait que l'approche par jalons permet de mener des démarches parallèles et simultanées, au lieu de procéder de façon graduelle, approche où chacune des étapes ne peut être abordée qu'une fois la précédente achevée ou selon un ordre spécifique. L'approche par jalons est proposée pour faire pendant à l'approche graduelle.

28. C'est un bon point de départ, mais les jalons dont il est question dans le document s'inspirent essentiellement des mesures progressives déjà convenues par les États dotés d'armes nucléaires, et n'avancent aucune des mesures de désarmement plus globales que la majorité des États non dotés d'armes nucléaires appellent de leurs vœux, notamment des mesures d'interdiction des armes nucléaires ou la négociation d'un processus échelonné pour le désarmement nucléaire, assorti de délais convenus. Cela est confirmé dans une certaine mesure dans le document, où il est dit que «de nouveaux jalons s'imposent toutefois». La recherche de certains des nouveaux jalons requis et leur intégration dans l'approche par jalons pourraient offrir au Groupe de travail à composition non limitée un cadre commun propice à un accord sur la démarche et les propositions les plus prometteuses pour faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire.

IV. Trouver un terrain d'entente permettant d'avancer

A. Rapprocher les points de vue en tenant compte des besoins de tous les pays

29. Dans le document soumis par l'Autriche, intitulé «Conceptions du désarmement et vues sur la question: aplanir les divergences et rapprocher les points de vue», il est fait part de considérations importantes quant à la nécessité de répondre à divers besoins et diverses perceptions en matière de sécurité eu égard au désarmement nucléaire. Il y est indiqué que, généralement, les États dotés d'armes nucléaires continuent de tabler sur les armes nucléaires pour leur sécurité, et posent comme condition majeure préalable à l'adoption d'une quelconque mesure d'envergure en matière de désarmement nucléaire la réalisation de progrès en matière de non-prolifération nucléaire. Ils sont donc en faveur de mesures de désarmement graduelles uniquement. Les États non dotés d'armes nucléaires, en revanche, conçoivent les stocks actuels et les doctrines en vigueur en matière d'armes nucléaires tout à la fois comme une menace de taille et comme un encouragement à la prolifération. Ils jugent donc, pour leur part, qu'il faut appliquer une approche plus globale en matière de désarmement nucléaire afin de réduire et d'éliminer cette menace.

30. Plusieurs initiatives ou propositions tentent de rapprocher ces points de vue divergents en englobant des mesures en faveur de la non-prolifération et du désarmement à la fois, et des mesures progressives entreprises concomitamment avec une approche plus globale. Il s'agit notamment du plan en cinq points proposé par le Secrétaire général de l'ONU, du cadre progressif/complet proposé par les partisans d'une convention relative aux armes nucléaires (y compris Abolition 2000) et de l'approche modulaire (par blocs distincts).

31. Pour garantir l'obtention de résultats, il est indispensable de davantage prendre en compte les problèmes de sécurité qui inspirent de telles conceptions, en particulier ceux des États dotés d'armes nucléaires, afin de favoriser l'adhésion de ces États aux propositions avancées par le Groupe de travail à composition non limitée.

32. Les problèmes de sécurité en question englobent:

- La préoccupation quant au fait que, à un stade particulier du processus, un pays détenteur d'armes nucléaires se trouve en situation désavantageuse par rapport à d'autres détenteurs d'armes nucléaires, dont le potentiel nucléaire et la capacité de dissuasion n'ont pas été touchés par les mesures prises à ce stade – une approche possible devrait donc garantir à tous les États en jeu que tout déséquilibre survenant au cours du processus ne sera que provisoire et que le processus sera mené à bon terme, tous les États anciennement dotés d'armes nucléaires se retrouvant dépourvus de toute arme nucléaire au bout du compte;
- La préoccupation quant au fait que, une fois son arsenal nucléaire anéanti, un pays sera davantage vulnérable du fait du déséquilibre des forces classiques – une approche possible devrait donc consister à renforcer la place des arrangements de sécurité non militaires;
- La préoccupation quant au fait que, une fois son arsenal nucléaire anéanti, un pays perdra son statut politique – une approche possible devrait donc s'accompagner de mesures visant à faire évoluer la vision que les responsables publics et les dirigeants politiques ont de la possession d'armes nucléaires;
- La préoccupation quant au fait qu'il est impossible de mettre en place une vérification intégrale – à 100% – du désarmement nucléaire et que les États risquent d'éliminer leurs armes nucléaires et de se rendre compte qu'un autre État en a conservé quelques-unes et peut donc ainsi «tenir le monde en otage». Une approche possible ici consisterait à mettre au point les moyens non nucléaires pour la communauté internationale de gérer collectivement une telle situation si elle venait à se présenter.

33. Le Groupe de travail à composition non limitée pourrait explorer ces questions de façon plus approfondie, notamment avec les États dotés d'armes nucléaires qui prennent déjà part aux travaux du Groupe et en associant les autres États dotés d'armes nucléaires (voir ci-après la section intitulée «Participation des États dotés d'armes nucléaires»).

B. Au-delà des jalons

34. L'approche modulaire semble offrir le plus de possibilités d'aplanir les divergences entre les autres approches, de donner les moyens de répondre aux préoccupations de tous les États en matière de sécurité dans le cadre du désarmement, et de faire avancer les négociations multilatérales.

35. Quelques-uns des jalons envisageables sur la voie d'un monde sans armes nucléaires sont certes évoqués dans le document consacré aux jalons précisément, mais il faut maintenant s'attacher à recenser et à décrire l'ensemble des jalons qui seront requis, et déterminer ceux d'entre eux qui peuvent être obtenus dans un proche avenir et ceux pour lesquels des travaux préparatoires, des mesures préliminaires ou des conditions préalables s'imposent.

36. Le modèle de convention relative aux armes nucléaires³ offre des orientations précieuses sur la plupart des jalons qui seront requis. Il expose les obligations (positives et négatives) qui devraient être imposées aux États, propose un processus d'élimination par paliers, et aborde les responsabilités (et les mesures de protection) des particuliers, les dispositions relatives aux matières à double usage et aux dispositifs de lancement, les mesures de vérification, les procédures propres à garantir le respect des dispositions, la création d'une agence chargée de veiller à la mise en œuvre et de superviser le processus, les relations et la coopération avec les autres instances et les accords internationaux en place, les procédures d'entrée en vigueur et autres mesures connexes.

37. Le modèle de convention relative aux armes nucléaires ne règle pas toutefois les questions de sécurité que posent les politiques de dissuasion nucléaire autres que celles ayant trait à la capacité de dissuasion contre l'emploi ou la menace des armes nucléaires. D'autres jalons concernant la sécurité autre que nucléaire doivent être envisagés et mis au point pour compléter les dispositions figurant dans le modèle de convention relative aux armes nucléaires. Cela sera particulièrement important si l'on veut que les États dotés d'armes nucléaires prennent part au processus.

38. Outre le recensement des jalons requis, il faudra déterminer quels sont ceux d'entre eux qui peuvent être mis au point, adoptés et mis en œuvre à court terme, et ceux qui requièrent des mesures ou des conditions préalables. L'adhésion de tous sur ce point ne doit pas nécessairement être obtenue avant d'engager les négociations ou d'entreprendre les travaux préparatoires relatifs à certains jalons, voire à un processus de désarmement complet. Certains États pourraient débiter les travaux sur certains jalons – ou sur les activités préparatoires à des négociations plus exhaustives – avant l'obtention de l'accord de tous. Les États non dotés d'armes nucléaires pourraient, par exemple, engager les travaux sur les composantes techniques telles que la vérification, négocier les volets régionaux tels que les zones exemptes d'armes nucléaires, et certaines dispositions juridiques telles qu'un traité d'interdiction ou la pénalisation via la Cour pénale internationale, et s'atteler aux mesures de mise en œuvre nationale telles que les interdictions à l'échelle nationale.

39. Les États non dotés d'armes nucléaires pourraient également mener un travail d'exploration des autres éléments requis pour un monde sans armes nucléaires, en s'inspirant des éléments qui figurent dans le modèle de convention relative aux armes nucléaires et en les peaufinant. Il s'agit notamment des exigences liées au contrôle des missiles et autres systèmes de lancement, des procédures et mécanismes de vérification du respect des engagements, du contrôle des installations nucléaires, et des institutions qui seront chargées de gérer un régime d'abolition du nucléaire en coopération avec d'autres institutions déjà en place.

40. Les États non dotés d'armes nucléaires pourraient aussi se pencher sur la place que les armes nucléaires occupent dans les doctrines de sécurité et proposer d'autres approches ou dispositifs de sécurité pour les remplacer, ce qui permettrait de réduire, voire d'éliminer, le rôle des armes nucléaires dans les doctrines en question et, ainsi, de faciliter le désarmement nucléaire. Les États non dotés d'armes nucléaires qui bénéficient des doctrines de dissuasion nucléaire élargie pourraient aussi profiter de ce travail d'exploration pour prendre des mesures concrètes en vue de se libérer de leur dépendance à l'égard de la dissuasion nucléaire.

³ «Modèle de convention relative aux armes nucléaires» (A/62/650).

Participation des États dotés d'armes nucléaires

41. Beaucoup pourrait donc être fait, concrètement, par les États non dotés d'armes nucléaires en matière d'exploration, de mise au point et de mise en œuvre des jalons requis pour un monde sans armes nucléaires. Cependant, cette action demeure limitée sans la participation active des États dotés d'armes nucléaires. Ce ne sont certes pas les seuls à dépendre des armes nucléaires, mais ce sont eux qui, en fin de compte, doivent décider de réduire et d'éliminer leurs stocks d'armes nucléaires et d'adhérer à une interdiction mondiale.

42. Certains des États dotés d'armes nucléaires participent déjà au Groupe de travail à composition non limitée. Tous devraient être encouragés à y prendre part. Dans le cadre de leur participation formelle, la tenue de consultations informelles avec les États dotés d'armes nucléaires est capitale pour garantir que leurs préoccupations en matière de sécurité sont bien prises en compte – parallèlement aux préoccupations des États non dotés d'armes nucléaires en matière de sécurité – lors du processus de détermination des jalons.

43. Le Groupe de travail à composition non limitée pourrait favoriser la coopération avec les États dotés d'armes nucléaires en isolant certains des obstacles qui font qu'ils ne sont pas disposés à démarrer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire, et en proposant des solutions pour aplanir ces obstacles.

Début des travaux

44. Pour la pose des différents jalons, les États n'ont pas besoin de s'entendre sur ceux qui sont les plus importants. La diversité des besoins en matière de sécurité fait que certains seront plus importants aux yeux de quelques-uns, et d'autres plus importants pour d'autres États. Il n'est pas non plus indispensable que tous les États travaillent sur les mêmes composantes de l'édifice.

45. Lorsque l'on bâtit une maison, il y a nécessairement une répartition des tâches, certains œuvrant aux fondations, d'autres préparant le matériel requis pour les murs, d'autres encore travaillant à l'ossature ou aux ouvertures, etc. Ce qui importe, en revanche, c'est que les différents composants s'assemblent correctement. Pour cette raison, il faut prêter attention au plan d'ensemble – la conception du cadre propice à un monde sans armes nucléaires, qui équivaut au plan de maison établi par l'architecte. Le modèle de convention relative aux armes nucléaires en est un, que l'on peut exploiter. Comme indiqué plus haut, certains des éléments de ce plan pourraient être approfondis. Il pourrait être utile d'établir une feuille de route, comportant des repères en termes de délais et d'ordre à respecter.

46. Le plan et la feuille de route n'ont pas besoin d'être parfaitement au point au moment où l'on commence les travaux. Bon nombre de détails seraient précisés au fur et à mesure de l'avancement des opérations. Le plus important est de lancer le processus, et d'entreprendre les choses de bonne foi et en ayant conscience de l'urgence.

C. Mesures d'appui (création des conditions, sécurité régionale autre que nucléaire)

47. Un certain nombre de mesures ne faisant pas nécessairement partie des négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire pourraient, néanmoins, venir à l'appui du processus.

48. Certaines figurent dans le plan en cinq points pour le désarmement nucléaire, proposé par le Secrétaire général de l'ONU, en particulier l'élimination d'autres types d'armes de destruction massive; de nouveaux efforts contre le terrorisme utilisant les armes

de destruction massive; des restrictions de la production et du commerce des armes classiques; et de nouvelles interdictions d'armes, notamment sur les missiles et les armes spatiales.

49. D'autres sont qualifiées de conditions requises pour un monde exempt d'armes nucléaires par certains des États dotés d'armes nucléaires et des États bénéficiant d'arrangements de dissuasion nucléaire élargie. Les États dotés d'armes nucléaires ne s'accordent pas parfaitement sur ce que sont ces conditions, mais les conditions avancées englobent la prévention d'une nouvelle prolifération, le règlement des différends régionaux, la promotion de la stabilité stratégique, la maîtrise des armes classiques, et les restrictions ou les interdictions applicables aux systèmes de défense contre les missiles et ceux qui sont implantés dans l'espace – condition présentée par la Fédération de Russie et la Chine mais opposée par une condition de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et des États-Unis d'Amérique ayant trait à la nécessité de mettre au point des systèmes de défense antimissiles.

50. Les travaux menés sur ces mesures d'appui peuvent certes être pris en considération et encouragés par le Groupe de travail à composition non limitée, mais ils ne sauraient être considérés comme une exigence ou une condition préalable pour le démarrage des activités relatives aux jalons requis pour un monde sans armes nucléaires, y compris les négociations multilatérales en faveur du désarmement nucléaire.

V. Rôle de la société civile

51. La société civile a un rôle capital à jouer dans la promotion de négociations multilatérales en faveur du désarmement nucléaire et la mise au point et la mise en œuvre de jalons pour la réalisation d'un monde exempt d'armes nucléaires, ainsi que dans l'appui à cet égard. Elle peut soumettre des idées et des propositions détachées des contraintes qui pèsent sur les diplomates, tenus de représenter les points de vue de leur pays et les intérêts nationaux. La société civile joue également un rôle essentiel dans l'information du public sur les mesures de désarmement nucléaire, et dans l'incitation des pouvoirs publics à soutenir et mettre en œuvre les mesures de désarmement.

52. Les élus (maires et parlementaires) ont un rôle particulier à jouer. Les maires représentent les intérêts locaux et ceux de leurs administrés qui seraient les victimes innocentes en cas d'emploi d'armes nucléaires, que cet emploi soit délibéré ou accidentel ou qu'il résulte d'un mauvais calcul. Ils ont donc pour responsabilité particulière de représenter l'intérêt collectif des citoyens pour un monde sans armes nucléaires.

53. Les parlementaires ont une autorité particulière du fait qu'ils représentent la société civile au parlement et au gouvernement. Ils ont un rôle à jouer en rappelant les gouvernements à leurs obligations en matière de désarmement. Ils disposent d'une plate-forme parlementaire pour soulever les questions, faire des propositions, adopter des motions, voter des lois, décider du financement d'initiatives de désarmement (ou du financement de programmes d'armement nucléaire) et jouer un rôle capital dans l'élaboration des politiques publiques. Ils ont aussi un rôle à jouer dans la ratification et la promulgation d'accords de désarmement. Par conséquent, la participation de parlementaires aux travaux du Groupe de travail à composition non limitée est un progrès bienvenu et important, qu'il faudrait préserver.

54. L'implication des jeunes a, elle aussi, son importance. Les jeunes jouent déjà un rôle essentiel pour ce qui est de déterminer quelles sont les questions qui monopolisent l'attention des médias et du monde politique. De plus, l'élimination des armes nucléaires est un processus qui prendra un certain temps, et dont plusieurs générations successives devront assurer la gestion de façon à éviter toute interruption du processus et toute reprise

de la production et de l'acquisition d'armes nucléaires ainsi que toute menace d'emploi de ces armes. C'est pourquoi les connaissances et les compétences des générations actuelles et à venir en matière d'armes nucléaires sont si essentielles à l'avènement définitif d'un monde sans armes nucléaires.

55. La majorité des jeunes n'ont pas conscience aujourd'hui des dangers actuels des armes nucléaires. Ils sous-estiment la doctrine actuelle de la dissuasion nucléaire élargie et ne savent rien du blocage actuel au sein du dispositif international du désarmement. D'autres efforts s'imposent donc dans le domaine de l'éducation au désarmement et, en particulier, à un monde sans armes nucléaires, afin que la jeunesse soit efficacement informée et puisse participer au processus.

VI. Recommandations appelées à figurer dans le rapport du Groupe de travail à composition non limitée à l'Assemblée générale des Nations Unies

56. Par sa résolution 67/56, l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé de créer le Groupe de travail à composition non limitée chargé d'«élaborer des propositions visant à faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire, aux fins de l'avènement définitif d'un monde sans armes nucléaires», et décidé que «le Groupe de travail lui présentera, à sa soixante-huitième session, un rapport sur ses travaux relatant la teneur des débats et de toutes les propositions, et qu'elle évaluera ces travaux en tenant compte des évolutions en cours dans d'autres instances compétentes».

57. Outre les propositions débattues au sein du Groupe de travail à composition non limitée, il serait judicieux que le rapport comporte des recommandations, découlant des discussions tenues au sein du Groupe de travail, sur les approches qui sont les plus à même de faire avancer les négociations multilatérales et d'étayer ces négociations.

58. Nous recommandons, en particulier, que, dans le rapport, les États Membres de l'Organisation des Nations Unies soient encouragés à consolider l'approche par jalons, à engager les travaux préparatoires sur certains éléments à l'appui d'un monde sans armes nucléaires, à établir une feuille de route pour le processus devant aboutir à un monde exempt d'armes nucléaires, à consacrer des moyens audit processus, à porter à un niveau plus élevé l'attention politique accordée au Groupe de travail à composition non limitée et aux propositions qui en émanent, à renouveler et proroger le mandat du Groupe de travail, à soutenir la participation de la société civile aux débats et aux négociations sur le désarmement nucléaire, et à encourager le renforcement de l'action menée en matière d'éducation au désarmement, y compris la possibilité d'instituer une Décennie des Nations Unies en faveur de l'action et de l'éducation au service d'un monde sans armes nucléaires.

a) **Renforcer l'approche par jalons.** L'approche par jalons semble être la plus propice à aplanir les divergences entre les autres approches, à permettre de prendre en compte dans le processus de désarmement les besoins de tous les États en matière de sécurité, et à faire avancer les négociations multilatérales. Le Groupe de travail à composition non limitée recommande aux États de perfectionner l'approche par jalons, et de demander au Groupe de travail à composition non limitée de s'en occuper en priorité, cela à condition que le mandat du Groupe soit renouvelé. Il s'agira de déterminer l'ensemble des jalons nécessaires et de les étudier, en s'inspirant des éléments évoqués dans le modèle de convention relative aux armes nucléaires.

b) **S'atteler à l'élaboration, à l'adoption et à la mise en place des jalons.** L'approche par jalons prévoit des mesures qui pourraient être élaborées, adoptées et mises en œuvre à court terme, et d'autres mesures qui nécessiteront que des dispositions soient

prises, des conditions réunies et/ou des engagements pris au préalable par les États dotés d'armes nucléaires. Le Groupe de travail à composition non limitée devrait recommander aux États de commencer à élaborer, adopter et mettre en place les jalons déjà définis, tout en se préoccupant parallèlement des autres jalons qui seront nécessaires.

c) **Élaborer une feuille de route.** Le Groupe de travail à composition non limitée devrait recommander d'élaborer une feuille de route pour le désarmement nucléaire, qui devrait comporter une discussion sur les liens entre les différents jalons requis pour un monde sans armes nucléaires et fixer l'ordre dans lequel ces jalons doivent être posés.

d) **Consacrer des moyens au processus.** Le Groupe de travail à composition non limitée devrait recommander aux gouvernements de consacrer des ressources supplémentaires au désarmement nucléaire, notamment d'entreprendre les tâches en jeu dans la mise au point, l'adoption et la mise en œuvre des jalons d'un monde sans armes nucléaires. Les pays qui consacrent actuellement des ressources aux armes nucléaires devraient, en particulier, rediriger une partie de ces ressources vers les activités de désarmement nucléaire.

e) **Rehausser l'attention politique portée au Groupe de travail à composition non limitée.** Le Groupe de travail à composition non limitée devrait recommander aux gouvernements de rehausser l'attention politique portée au désarmement et au Groupe de travail à composition non limitée, notamment en faisant du désarmement nucléaire une question fondamentale pour les chefs de gouvernement et les ministres des affaires étrangères. Les gouvernements devraient également envisager de consacrer un portefeuille ministériel et/ou une direction ministérielle au désarmement.

f) **Renouveler le mandat du Groupe de travail à composition non limitée.** Le Groupe de travail à composition non limitée devrait demander à l'Assemblée générale des Nations Unies de renouveler son mandat pour un an supplémentaire; le Groupe siégerait pour une durée de cinq semaines maximum dans l'année, et poursuivrait ses activités sur les propositions visant à faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire, en étant doté d'un mandat englobant l'étude plus approfondie et la détermination des jalons menant à un monde exempt d'armes nucléaires, ainsi que l'élaboration d'une feuille de route pour la réalisation d'un monde sans armes nucléaires.

g) **Proposer une Décennie des Nations Unies en faveur de l'action et de l'éducation au service d'un monde sans armes nucléaires.** Le Groupe de travail à composition non limitée devrait recommander que l'Assemblée générale instaure une Décennie des Nations Unies en faveur de l'action et de l'éducation au service d'un monde sans armes nucléaires.

h) **Soutenir le rôle de la société civile dans les délibérations et les négociations multilatérales.** Le Groupe de travail à composition non limitée devrait appeler l'attention sur le rôle de la société civile auprès du Groupe de travail à composition non limitée, et recommander d'accorder à la société civile la possibilité de participer aux travaux au même titre que dans d'autres instances multilatérales s'occupant du désarmement, y compris l'Assemblée générale des Nations Unies. Le Groupe de travail à composition non limitée devrait également souligner l'importance que revêt la participation des jeunes et proposer que le Bureau des affaires de désarmement y prête une attention particulière, notamment en mettant en place un forum de la jeunesse pour le désarmement.

Conclusion

59. Le Groupe de travail à composition non limitée a offert aux gouvernements un espace essentiel pour débattre de façon constructive des diverses propositions visant à faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire. Les délégations ont, pour la plupart, saisi cette occasion pour s'efforcer de bonne foi de réduire les divergences et trouver un terrain d'entente. Le Groupe de travail à composition non limitée a également donné la possibilité aux principaux groupes d'organisations de la société civile d'apporter leur contribution. La route est longue, bien sûr, entre ces débats fructueux et l'aboutissement des négociations visant à l'avènement définitif d'un monde sans armes nucléaires. Toutefois, ces débuts prometteurs offrent un tremplin pour l'accomplissement de progrès notables, pourvu que le mandat du Groupe de travail à composition non limitée soit renouvelé et que celui-ci entreprenne des activités concrètes en 2014. Nous sommes disposés à prêter notre concours au Groupe de travail et à promouvoir et soutenir un processus si exaltant.
